

GLOSSAIRE DE TERMES COMMERCIAUX ET CONNEXES

Loi sur le Tarif des douanes	Désigne globalement la législation canadienne constituant le cadre juridique pour la perception des droits de douane au Canada, y compris les règles liées aux drawbacks, à la remise de droits, à l'évaluation en douane, etc.
Majoration ou surtaxe	Droit ou taxe d'importation qui s'ajoute au droit de douane en vigueur; souvent utilisée comme mesure de sauvegarde d'urgence.
Marché commun	Voir Union douanière
Marchés publics	Désigne l'achat de produits et de services par des organismes gouvernementaux. En ce qui a trait aux barrières commerciales non tarifaires, désigne les achats discriminatoires faits auprès de fournisseurs nationaux, même lorsque les produits d'importation sont plus compétitifs. Voir aussi Préférence aux produits nationaux.
Mécanisme des prix de déclenchement (TPM)	Mécanisme élaboré et appliqué pendant l'administration Carter pour restreindre les importations d'acier en surveillant si ces importations pouvaient faire l'objet de dumping. En vertu du Mécanisme, une enquête antidumping devait être "déclenchée" si le prix d'un produit en acier importé était inférieur aux coûts de production du producteur le plus efficient de ce produit sur le marché mondial.
MEER	Ministère canadien de l'Expansion économique régionale (1972-1982), remplacé par le MEIR.
MEIR	Ministère canadien de l'Expansion industrielle régionale.
Mercantilisme	Grande philosophie économique des 16 ^e et 17 ^e siècles qui établissait un parallèle entre la richesse nationale et l'accumulation et la possession d'or et d'autres actifs monétaires internationaux comme les réserves de devises étrangères. Bien que ce point de vue soit généralement discrédité par les économistes et les experts de la politique commerciale du 20 ^e siècle, certains politiciens contemporains préconisent toujours des politiques visant à créer des "excédents" commerciaux pour assurer la prospérité économique nationale; ces politiques prennent par exemple la forme de remplacement des importations et de protection tarifaire des industries nationales.